

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de Travail II
Objet :	Note de synthèse de la réunion du vendredi 4 octobre 2002 sous la présidence du Commissaire António VITORINO

La cinquième réunion du groupe de travail II (Charte/CEDH) a eu lieu le 4 octobre 2002 entre 14h30 et 17h30 sous la présidence du Commissaire Antonio Vitorino.

1. Recours juridictionnel effectif et accès des particuliers à la Cour de justice des Communautés européennes.

Le Président a rappelé au groupe le document de travail n°21 qui, sur la base de plusieurs propositions soumises par des membres du groupe et d'autres Conventionnels, donne un aperçu sur la question des voies de recours juridictionnels et de l'accès des particuliers à la Cour de justice, dans le contexte du droit fondamental à la protection juridictionnelle effective. Le Président a souligné que, si ce sujet avait certes des liens avec le thème général des droits fondamentaux, il se posait de manière indépendante tant de la question d'une éventuelle intégration de la Charte dans les traités que de celle d'une adhésion de l'Union à la CEDH.

Le groupe a tout d'abord écouté une présentation de M. Jacob Söderman, Médiateur européen, Observateur de la Convention, portant sur ses propositions d'articles sur les voies de recours (juridictionnelles et autres) dans le traité constitutionnel (voir doc. CONV 221/02 CONTRIB 76). M. Söderman a suggéré, entre autres, la consécration dans ce traité d'une obligation des Etats membres - telle que déjà déduite par la Cour de justice de l'article 10 TCE - d'assurer une protection effective par leurs tribunaux nationaux des droits garantis par le droit de l'Union. En outre, M. Söderman a proposé que le Médiateur soit habilité à porter des affaires concernant les droits fondamentaux devant la Cour de Justice, et qu'une base juridique soit créée pour l'harmonisation de principes européens communs du droit administratif.

La discussion du groupe s'est orientée autour des trois options indiquées dans le document de travail du Président n°21.

Une grande majorité des intervenants se sont montrés opposés à la création d'une nouvelle procédure judiciaire spécifique pour la protection des droits fondamentaux (à l'instar de la "Verfassungsbeschwerde" ou du "recurso de amparo", option "A" du document de travail N° 21)). Il a été souligné que dans le cas où la Charte serait incorporée dans le Traité constitutionnel, les voies de recours actuellement existantes dans le système de l'Union à travers l'art. 230 § 4 TCE et 234 TCE, seraient disponibles pour les citoyens également en relation avec les droits découlant de la Charte, ce qui serait en soi d'une grande valeur pour la protection des droits fondamentaux.

Certains membres ont fait remarquer qu'il existerait des lacunes de protection juridictionnelle, résultant notamment de la condition formulée dans l'article 230 § 4 TCE actuel selon laquelle le requérant doit être non seulement directement mais aussi individuellement concerné par l'acte contesté. Ces membres ont dès lors proposé une reformulation limitée dans l'article 230 § 4 TCE visant à combler ces lacunes (option "B" du document de travail n° 21). En outre, les limitations de la juridiction de la Cour de justice existant dans le "3ième pilier" actuel ainsi que l'absence de protection contre les actes des organes de l'Union comme Europol ont été critiquées.

D'autre part, une série d'intervenants, sans vouloir nier l'existence de certaines lacunes ponctuelles, ont exprimé leur satisfaction générale avec le fonctionnement du système actuel des recours et ont mis en garde contre toute modification profonde de ce système, et notamment la "répartition de

travail" entre le juge national et communautaire qui en découle. Il a notamment été dit que une telle modification profonde pourrait entraîner une surcharge considérable de la Cour de justice qui serait susceptible de prolonger les délais de procédure et dès lors de nuire à la protection efficace des citoyens. Certains intervenants se sont montrés intéressés, dans l'esprit du principe de subsidiarité, par la possibilité d'introduire dans le Traité une obligation pour les Etats membres de fournir des voies de recours efficaces au niveau national relatives aux droits garantis par le droit de l'Union (option "C" du document n° 21).

En conclusion, le Président a estimé que la question d'une réforme de l'article 230 § 4 TCE et ses implications institutionnelles demandent à être examinées en même temps que d'autres aspects tels que les limites de la compétence de la Cour dans les questions touchant au domaine de la justice et des affaires intérieures ou le contrôle juridictionnel de la subsidiarité. Selon le Président, le groupe devrait par conséquent s'abstenir de faire des recommandations concrètes et devrait plutôt signaler ce sujet, ainsi que les diverses contributions présentées par les conventionnels là-dessus, à la Convention pour examen dans un contexte approprié.
